

Enbat

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE
12 mars 2009
N° 2069
1,30 €

Européennes
la position d'AB

Estebe Eyharabide

**Les missions
de l'Office public
de la langue basque**

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Alea jacta est ?

CERTES, en politique moins que dans tout autre domaine, il ne faut jamais jurer de rien, mais les jeux semblent faits dans la Communauté autonome. Grâce à la courte échelle des néo-franquistes, le socialiste Patxi Lopez est en passe d'atteindre le paradis qu'il convoite depuis des années. En prenant prochainement possession des clés d'Ajuria enea, il mettra fin à un quart de siècle d'hégémonie du PNV. Personne ne s'en étonnera, tellement le scénario était écrit d'avance.

L'illégalisation de la mouvance Batasuna n'avait d'autre but que de mettre du côté des espagnolistes, minoritaires en voix, toutes les chances de parvenir à la majorité absolue en nombre de sièges au parlement de Gazteiz. Chose faite avec l'attribution, à l'issue du comptage des votes par correspondance en Araba, d'un 25^{ème} siège au PSOE.

ETA et son soit-disant bras politique Batasuna ont tout fait pour qu'il en soit ainsi. L'assassinat d'un employé des autoroutes au motif qu'il avait été élu du PSOE, l'attentat contre le siège du parti socialiste à Lazkao durant la pré-campagne, n'avaient d'autre objectif que de susciter un courant de sympathie envers les socialistes. L'idée que l'arrivée des anti-euskaldun au pouvoir ne pourra que légitimer la poursuite de la lutte armée et par là même renforcer la troupe des soutiens de l'organisation, relève de la puérité politique. L'histoire montre que, en tout temps et en tout lieu, les tenants de la politique du pire en ont toujours été pour leurs frais.

Car enfin, qui peut raisonnablement penser qu'en ce début de XXI^{ème} siècle une partie substantielle de la société basque serait prête à faire sienne l'option d'une lutte armée frontale contre l'Etat espagnol pour parvenir à l'indépendance d'Euskadi? Comment peut-on être à ce point déconnecté de la réalité sociologique de ce pays pour croire en une telle chimère?

Alors, oui, ETA tuera quelques élus de-ci de-là, Batasuna se livrera à ses contorsions habituelles pour justifier ces assassinats, mais la caravane du PSOE/PP passera, avec la cohorte des mesures attendues: restrictions au développement de l'euskara, cristallisation du gel des transferts de compétences, édulcoration du sta-

tut de Gernika jusqu'à l'anorexie et autres joyusetés. Il suffit de jeter un œil sur les pratiques de la coalition en Navarre pour lever les doutes.

Car, ne nous y trompons pas, les socialistes des provinces péninsulaires n'ont de basque que le dernier mot de la dénomination de leur parti. A la différence de leurs homologues de Catalogne, catalanistes avant tout, peu enclins à prendre leurs ordres à Madrid, et s'exprimant tous en catalan, les «nôtres» sont unionistes d'abord, totalement inféodés à Madrid et monolingues castillanophones revendiqués. Bref, des socialistes d'une espèce que nul abertzale doté d'un minimum de sens commun ne songerait à préserver. La même espèce qui, du reste, fleurit de Dunkerque à Bayonne. On souhaite bien du plaisir à un Frantxua Maitia, s'il lui vient l'envie d'aller défendre auprès de Patxi Lopez les accords de coopération passés par l'Office de la langue, ou certaines associations d'Iparralde, avec le gouvernement d'Ibarretxe.

Après tout, penseront certains, quatre années passent vite. Peut-être un PNV passé à l'opposition mettra-t-il à profit ce laps de temps pour réfléchir aux dérives et attermoissements de 30 ans de pouvoir qui, en dépit de son beau score, lui ont aliéné une partie de l'électorat? Peut-être le parti de Sabino Arana remettra-t-il en cause le principe imbécile d'une représentation provinciale égalitaire qu'il a voulue, au nom d'une idée fédéraliste de mauvais aloi, et qui lui coûte la présidence aujourd'hui, en mettant les espagnolistes d'Araba en situation d'en imposer aux bizkaitar et aux gipuzkoar? On verra bien.

Quoi qu'il en soit, les quatre années à venir seront utiles pour renforcer la montée en puissance de la nouvelle gauche abertzale d'Aralar qui, à l'instar d'AB en Iparralde, porte les espérances de ceux qui ont fait le choix d'un engagement en faveur d'une politique authentiquement de gauche et exclusivement démocratique. Car, au-delà de toutes les conjectures énoncées précédemment, la seule certitude politique réside dans cette simple évidence: au sud comme au nord, l'abertzalisme ne tiendra ses positions que si prospère un mouvement politique fort, représentatif de cet espace social de gauche, que la mouvance ETA/Batasuna, par sa radicalité stérile, laisse en déshérence.

Europar hauteskundeak

HIRU aste barne, Abertzaleen Batasuneko kideek bi biltzar nagusietan parte hartu dute. Lehena, otsailaren 7an, militanteek erabaki zuten alderdiaren norabide nagusiak. Jadanik azpimarratuak izanak dira, leku honetatik, eztabaiden heldutasuna, partaideen errespetua, ikusmolde guzien onarpena... desberdinak izanikan ere. Biltzar denboran, bizpahiru kideek aitortu zuten plazer handiz parte hartzen zutela molde horretako bilkura batean. Hitz berak entzunak izan dira duela zenbait egun... Beti Uztaritzen, bigarren aldikoz, otsailaren 28an, beste hainbeste militante bildu dira. Gaia: ekainaren 7an iraganen diren Europar hauteskundeak kari nolako jarrera ukan behar du Abertzaleen Batasunak. Duela bost urte alderdiko gehiengo batek erabaki zuen Berdeen zerrendan Abertzaleen Batasuneko militante baten presentzia sustengatzea. PNB eta EAk sustengatu zuten

hautu hori. Emaiza erditsukoak lortuak izan ziren. Pentzaten ahal da abertzale gehiengo batentzat Batasunaren Herritarren Zerrenda bozkatzea errexena edo ulergarriena bilakatu zela. Ala ere, ondoko barne inkesta bati esker, jakin zen (inkestaren parte hartzaileen) %70entzat hautua zuzena izan zela. Zuzena baina zaila esplikatzeko. Zuzena baina zailtasunarekin ulertua militanteen inguruetan. Hurbilagoetik ikusiz, nehorik ez du ukatzen ahalko hautu honen bilana ona agertu dela. Onesta izan baita lehen lerroetan euskal arazoaren alde engaiatzeko, azkenik Euskal Herriko Laborantza Ganbararen alde, Baionako auzitegian. Onesta izan baita europar diputatu bakarra (Europako Lehendakari orde izanik ere) Batasunaren ordezkarien errebitziko. Batzuek ahantzia lukete. Gauza guzi horiek ez ziren egiten ahalko, Abertzaleen Batasunak beste hautu bat egin

(Segida hamar orrialdean)



... de la décision des pêcheurs de St-Jean-de-Luz de vendre leurs pêches directement au public, en protestation contre les écarts entre le prix à la production et celui pratiqué à l'étalage. Du coup ce sont les mareyeurs qui vont crier!

... de l'histoire rocambolesque opposant Suzanne Klatten, la femme la plus riche d'Allemagne, copropriétaire du constructeur BMW, à son ancien amant Helg Sgarbi, surnommé par les médias «le Gigolo suisse» qu'elle accuse d'escroquerie et de chantage. On ne savait pas nos voisins helvétiques prêts à payer de leur personne pour faire venir l'argent chez eux!

... et réjouit de l'interdiction par le tribunal de grande instance d'Angers des travaux envisagés par Orange en vue d'ériger trois antennes sur le clocher d'une église, à proximité d'une école. D'autant que pour appeler les fidèles y a déjà les cloches!

... et réjouit que le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva ait vivement critiqué, vendredi 6 mars, l'archevêque de Recife, Mgr José Cardoso Sobrinho, qui a excommunié la mère ayant médicalement avorté de jumeaux après avoir été violée par son beau-père. Le violeur, après une bonne confession, pourra communier et le prêtre continuer à se faire baiser l'anneau!

... et réjouit que la justice américaine autorise des poursuites contre le Vatican, accusé d'avoir couvert les agissements d'un prêtre pédophile dans les années 60. De quoi empêcher Benoît de «buller» dans son coin...

... pas tant que ça des propos insultants du porte-parole de l'UMP, Frédéric Lefebvre, traitant les militants du collectif guadeloupéen LKP de «*tonnon macoutes*», anciens miliciens sanguinaires du dictateur haïtien Duvalier. Ah, ça lui macoute pas grand chose au porte-parole du pouvoir français qui héberge toujours le dictateur détroné!

... qu'en ces temps de vaches maigres, Robert Mugabe, président du Zimbabwe (231 millions de % d'inflation officielle) n'hésite pas à organiser une petite sauterie pour ses 85 ans: 2.000 bouteilles de champagne, 500 bouteilles de whisky, 8.000 homards, 1.000 kg de gambas, 3.000 canards, 4.000 portions de caviar, 16.000 œufs, 3.000 gâteaux, 500 kg de fromage, et 4.000 saucisses de porc. C'est ce qui s'appelle relancer l'économie par la consommation!

... que Colombo (capitale du Sri Lanka) refuse la venue d'un émissaire britannique, nommé pour superviser la fin de la guerre contre le mouvement séparatiste des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE). C'est comme ça, quand on s'appelle Colombo... on n'aime pas être inspecté!



La croisée des chemins

D EPUIS le temps que la gauche abertzale dite «officielle» nous répète que «*bide gurutzean gaude*» pour tenter de nous convaincre du fait que ses choix stratégiques ouvrent des perspectives nouvelles et évidemment appelées à être décisives, je crois bien que les prochaines années



seront, pour le coup, véritablement un carrefour.

La voix des urnes

Au soir du 1^{er} mars, une nouvelle donne est apparue, issue des urnes de la Communauté autonome d'Euskadi. Le PNV peut s'afficher vainqueur des élections, il n'en est pas moins arrivé au moment le plus critique qu'il ait jamais connu depuis la promulgation du statut de Gernika, celui où il risque de perdre le pouvoir. Usure de 30 années de gestion, atermoiements à l'heure d'assumer une identité souverainiste de moins en moins claire, jeu dangereux du «*je défie l'État espagnol avec mes projets de consultations mais je sais que n'irai pas jusqu'au bout*»...

Au Pays Basque, une politique ultragestionnaire et visiblement efficace en bien des aspects — notamment économiques — ne suffit plus à convaincre une population cherchant l'issue à un conflit qui n'a que trop duré. Jadis à près de 700.000 voix cumulées à ces mêmes élections, PNV et EA n'atteignent plus 450.000 voix aujourd'hui. Même si, par une nouvelle pirouette dont ils ont le secret, les dirigeants du PNV parviennent à passer une alliance —forcément contre-nature— et à conserver le pouvoir, je parie ma chemise (qui certes ne vaut pas grand-

Peio Etcheverry-Ainchart

chose) que si rien ne change dans leur stratégie souverainiste, les élections de 2013 leur seront de toute façon fatales. La situation de la gauche abertzale pourrait être qualifiée d'encore plus intéressante si elle n'était pas conditionnée par un vrai scandale politique. Quoi qu'on pense de Batasuna, il est effarant qu'un Etat d'Europe occidentale puisse en toute impunité priver une partie de l'électorat de sa représentation démocratique. Acculées à un vote de protestation, près de 100.000 voix ont soutenu la stratégie de Batasuna, ce qui représente un signe fort, surtout dans le contexte extraordinairement répressif d'Hegoalde. Mais précisément, ce ne sont plus QUE 100.000 voix, niveau historiquement bas en comparaison aux plus de 250.000 d'il y a une vingtaine d'années. Une stratégie politico-militaire a beau faire fi du résultat des urnes, celui-ci n'en reste pas moins la marque la plus objective de l'adhésion ou du rejet par la population. Aujourd'hui, la figure montante de la gauche abertzale, c'est Aralar. Ce n'est d'ailleurs pas pour me déplaire, et ce pour des motivations purement politiques, évidemment...

Au carrefour

En 2004, on pouvait douter de l'avenir de cette petite formation ayant pris le risque de sortir du giron historique, d'être mis à l'index en qualité de traîtres. Le 1^{er} mars dernier, ce sont les traîtres qui ont gagné. Et ils ne se sont rendu pour cela coupables d'aucune curée liée à l'absence de candidature de Batasuna: légaux ou pas, la loi de Hont fait que les 100.000 suffrages portés à D3M n'auraient rien changé aux 4 député(e)s d'Aralar. Quand bien même ils auraient changé quelque chose, je crois davantage à la recherche collective de voies alternatives de représentation démocratique de Batasuna qu'à la politique du boycott solidaire par les autres partis abertzale. A mes yeux, et loin d'adhérer à tout dans le discours ou toutes les décisions d'Aralar, c'est cette voie-là qui ressemble le plus à l'image que je me fais de la gauche abertzale d'Hegoalde. J'attends de voir

ce qu'il en sera dans quatre ans. Et c'est bien là que se situe, à mon sens, le carrefour que la gauche abertzale «officielle» doit appréhender. Vers où diriger une stratégie politico-militaire qui est désormais dans l'impasse? Côté militaire, aucune perspective à court ni long terme: la victoire est invisible, la trêve n'est plus crédible, le dépôt des armes est tabou. Côté politique, tant qu'ETA existera, il y a fort à penser qu'aucune formation apparentée à Batasuna ne pourra se présenter à moyen terme, sauf intérêt politique perçu par le PP ou le PSOE, ce qui serait encore plus humiliant: la gauche abertzale deviendrait ostensiblement un variable d'ajustement.

Vers un pôle souverainiste

Alors que faire? Continuer ainsi à coup d'exécution d'un ou deux entrepreneurs ou élus retraités de temps en temps, pendant que les choix politiques fondamentaux se font entre les autres et que la jeunesse militante encore mobilisable continue de remplir les prisons? En tout cas, il est probable que l'électorat de la gauche abertzale finira tôt ou tard par se lasser de voter nul. Non pas parce qu'il aura plié face à l'oppression —je crois ce peuple incapable de reddition, même dans les urnes— mais parce qu'il aura compris que la stratégie actuelle ne mène à rien et qu'il est capable d'effectuer des choix politiques responsables. C'est une alternative telle qu'Aralar qui le représentera alors dans la vie publique, et je suis sûr qu'elle en sera digne. Un tel scénario est toutefois dramatique, car il se déroulera assurément dans la frustration et le ressentiment. C'est pourquoi il est nécessaire de mener une refondation de la gauche abertzale, sur des bases nouvelles qui ne pourront être que civiles, et qui permettront à toutes les parties d'y trouver leur place tout en gardant la tête haute. Cette nouvelle gauche abertzale pourra alors tenter de relancer un pôle souverainiste plus large, de type Lizarra-Garazi, dans lequel un PNV ayant lui-même réaffirmé ses principes abertzale ou ayant été relégué dans l'opposition, pourra peser de tout son poids. Mais pour cela, le politique doit se libérer du militaire. Que faut-il attendre pour cela?



Crise : les femmes fr

*Difficile conciliation entre vie familiale et vie professionnelle, inégalité des salaires, précarité, plu
constate Ixabel Charriton. La crise et les spécificités du plan de relance français aggrav
Ixabel ouvre quelques pistes pour rebondir sur la crise, dont l'éducation à l'égalité des sexes comm*

LA journée de la femme est l'occasion de rappeler ce que subissent les femmes tous les jours de l'année. Il y a bien sûr les violences, les discriminations, la pauvreté, les oppressions diverses. Mais en cette période de crise, il apparaît important de s'intéresser aux conditions socio-économiques des femmes.

Rappelons quelques données

On nous le rappelle: le chômage des femmes est plus élevé que celui des hommes: 9,6% contre 8,1%. Selon l'INSEE, le salaire moyen des femmes en Aquitaine est de 9,90 €, contre 12,10 € pour les hommes, soit 18% de moins.

Des années 80 aux années 2000, le taux d'activité des femmes a augmenté de 10 points: l'essentiel de la hausse est due à l'emploi à temps partiel.

En 2003, parmi les 4 millions d'emplois à temps partiel 82% étaient occupés par des femmes, le temps partiel représente 29% des emplois occupés par les femmes (5,4% pour les hommes).

Le temps partiel est une source importante d'inégalité entre hommes femmes: inégalité pour les revenus actuels mais aussi pour la retraite.

Les femmes constituent également la cohorte des bas salaires (1 sur 4 pour les femmes, contre 1 sur 10 pour les hommes).

Malgré des résultats scolaires meilleurs que les garçons (en 3^{ème}, un tiers des garçons ont une année de retard contre seulement un quart des filles; 71% des filles d'une génération obtient le bac contre 56% des garçons), les femmes représentent près de 80% des emplois non qualifiés et environ 80% des travailleurs pauvres. C'est chez les femmes que l'on trouve le plus grand décalage entre niveau de diplôme et niveau de qualification de l'emploi. De plus leur trajectoire professionnelle montre qu'elles restent souvent bloquées sur ces emplois non qualifiés.

Ceci est largement du à une orientation des filles vers un nombre réduit de filières, considérées traditionnellement comme féminines, et une fermeture hermétique des secteurs d'activités les plus porteurs, qui constituent de véritables bastions masculins.

Des études ont démontré que les réductions de temps de travail ont accru les temps de loisirs et de socialisation avec les enfants pour les hommes et ont été employées aux tâches ména-

gères et aux tâches parentales domestiques pour les femmes. Malgré cette inégalité forte de partage des tâches domestiques, les travailleuses précaires sont serviables et corvéables à merci: le travail du dimanche concerne un tiers des travailleurs précaires, la variabilité des horaires est très forte, 40% des employés non qualifiés n'ont pas deux jours de congé consécutifs. Cette disponibilité temporelle sans limite rend très difficile la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle.

Par ailleurs, dans 9 cas sur 10, les chefs de famille monoparentales sont des femmes. Même s'il existe une hétérogénéité sociale, ces femmes sont souvent plus pauvres et plus exposées au chômage.

Les sociologues s'accordent maintenant à dire que le travail domestique constitue le nœud des problèmes d'inégalité professionnelle. La «double journée» empêche les femmes de s'in-



Ixabel Charriton

vestir autant que nécessaire dans leur activité professionnelle, alors même que la disponibilité professionnelle des hommes découle de la disponibilité domestique de leurs compagnes. Même lorsqu'il y a un partage équitable au sein du couple, les femmes sont soumises au niveau professionnel à la concurrence d'hommes qui abandonnent toute tâche domestique à leurs compagnes. C'est un des éléments (mais pas le seul) qui explique le fameux «plafonds de verre», appelé «plancher collant» par les québécoises, auquel les femmes sont soumises. Ce phénomène qui touche les femmes à haut niveau de qualification s'explique également par d'autres facteurs sociaux, et en particulier, l'existence de

réseaux masculins puissants (anciens élèves de grandes écoles peu féminisées, clubs de sport, sociétés gastronomiques et chorales masculines au Pays Basque...) et une très forte solidarité masculine qui exclut les femmes. Quand les femmes doivent s'imposer et faire la preuve de leurs compétences, les hommes se cooptent entre eux.

Cette situation a conduit les femmes les plus qualifiées à investir massivement la fonction publique (enseignement, professions médicales, justice), les professions libérales (médecins, consultants, avocates...), ou à créer leurs propres entreprises, généralement des PME. Ce faisant, elles ont vu aussi se restreindre le champ de leurs possibles. Et comme par hasard, lorsqu'un métier se féminise, il est dévalorisé économiquement.

Effet de la crise et de la politique gouvernementale

La crise aggravera nécessairement la situation des femmes les plus fragiles socialement. Ceci aura aussi des conséquences sociales graves: lorsque les parents sont fragilisés, les enfants le sont aussi. C'est le risque d'augmentation de l'échec scolaire, de la délinquance juvénile et des comportements à risque qui apparaît.

La politique gouvernementale, qui depuis plusieurs années n'a eu de cesse que de supprimer des postes d'enseignants, d'infirmières ou aides-soignants, puis de juges, n'a pas été interrompue, bien au contraire. Pourtant, le nombre plus élevé de fonctionnaires est le facteur qui a permis d'amortir les effets de la crise en France, par rapport à d'autres pays.

La poursuite de ce processus va intensifier les difficultés pour les femmes de trouver un emploi stable et correctement rémunéré. Celles-ci se trouveront en concurrence sur le marché du travail privé qui ne leur est déjà pas favorable, et qui deviendra encore plus concurrencé en raison des licenciements massifs dans les entreprises industrielles. Ces licenciements conduiront à intensifier également la concurrence dans le secteur libéral, dans lequel des hommes licenciés chercheront à se reconvertir.

La politique du gouvernement qui porte essentiellement sur un soutien au secteur automobile et une pseudo-politique de relance qui consiste à avancer des grands travaux déjà prévus, n'apportera un soutien qu'à des secteurs quasi-exclusivement masculins. Cette politique étant peu ambitieuse préservera un certain nombre d'emplois mais

n'en créera probablement pas beaucoup de nouveaux.

L'atteinte portée aux institutions que sont l'école et l'hôpital fragilisera fortement les femmes, mais fragilisera également une société en difficulté pour laquelle elles constituent le dernier soutien quand tout le reste s'est écroulé. C'est donc une attitude totalement irresponsable de la part du gouvernement de poursuivre dans la suppres-



sion de postes d'enseignants et la «rationalisation» de l'hôpital.

Toute crise peut être porteuse d'espoirs, et celle que nous vivons permettra de voir apparaître de nouveaux métiers, dans l'éco-construction et les énergies renouvelables, par exemple.

124.000 emplois devraient être créés dans le développement durable. De nombreuses formations sont mises en place notamment dans l'éco-construction. Ces formations dimensionnées pour répondre aux besoins du secteur, permettent d'ores et déjà, une insertion professionnelle très rapide; elles ne sont que très peu fréquentées par les filles ou les femmes.

De puissants freins culturels et sociaux empêchent les femmes de se diriger vers ces voies porteuses d'avenir et de relever ces nouveaux défis.

Pour exemple: un stage AFPA organisé à Bayonne pour les métiers du bâtiment n'a réuni que 18 femmes, soit 7% de l'effectif. Et après cela qu'en sera-t-il de leurs chances d'être embauchées?

Pistes de réflexion pour des solutions politiques

A court terme, compte tenu du décalage entre les compétences des femmes et les besoins du marché du travail, il est indispensable de préserver les secteurs d'activité qui emploient massivement des femmes. L'école et l'hôpital

Karine Gantin, animatrice du site d'informations féministes topicsandroses.com

Les nouveaux combats des femmes du Kurdistan du Sud



Vendredi en famille au parc à Erbil (le jour étant férié les tenues sont de fêtes ou "dominicales").

Karine Gantin assiste le réseau associatif altermondialiste Alternatives international dans un projet de coopération avec la société civile irakienne.

En direct du Kurdistan autonome irakien elle apporte pour Alda! un éclairage particulier sur les nouveaux combats des femmes de cette région du monde.

La situation des femmes en Kurdistan irakien reste un cas à part en Irak. Pivot économique régional entre le reste du pays et ses voisins syriens, turcs et iraniens notamment, le Kurdistan irakien, parfois appelé "*Kurdistan du Sud*" par les Kurdes, rêve moins aujourd'hui de paix globalement acquise, que de garantie d'autonomie renforcée et d'avenir plus prospère,

sur fond de tensions vives récurrentes avec Bagdad portant notamment sur la revendication d'importants territoires limitrophes comme Mossoul ou Kirkouk (voir encadré).

Double image paradoxale

Des femmes du Kurdistan, il existe en fait une double image paradoxale. Une certaine liberté au sein d'une entité politique régionale autonome sécurisée, multiconfessionnelle et cherchant la paix avec ses voisins, à l'opposé du Sud de l'Irak où les fondamentalistes chiites drapent les femmes de noir, ou d'autres villes du pays où les femmes payent un lourd tribut aux violences interconfessionnelles. Le poids sur elles aussi d'une culture kurde lourdement patriarcale où les crimes d'honneur constituent

encore un fait social important et ne se règlent guère en public dans les cours de justice, mais bien davantage dans les officines discrètes de médiation proposées par les partis dominants : assassinats de femmes commis par leur entourage parce que leur honneur a été soupçonné, et pour lesquels l'enjeu de médiation porte alors sur une éventuelle réparation financière.

Le travail féministe

A Erbil la capitale régionale, comme à Dohuk ou Souleimanye, capitales des deux autres gouvernorats régionaux officiels, le travail féministe et pour les droits des femmes se nourrit ainsi de toutes les contradictions de la société kurde post-2003 : tabous lents à lever sur la légitimité d'une telle entreprise, mais



Deux militantes des droits des femmes à Suleimanye :
Tanya Darwesh (association Rasan) et
Besma Habib (Women's Empowerment Center)

haute professionnalisation parallèle des activités menées grâce à l'appui des ONGs internationales ; jeu complexe de proximités partisans et d'allégeances au sein d'un système très clanique, mais difficulté aussi de devoir tout inventer et se forger une culture féministe globale quand l'enclavement géographique demeure difficile à contrer faute de liens internationaux suffisants. Au quotidien, les militantes kurdes irakiennes pour les droits des femmes doivent ainsi déplacer des montagnes, ces montagnes emblématiques du Kurdistan qui ont joué un rôle si fort hier dans la résistance au pouvoir central de Bagdad...

Suicides et tentatives de suicides

Fait inquiétant, les suicides et les tentatives de suicides y sont en recrudescence chez les jeunes filles. Besma Habib, directrice d'un Centre d'appui aux femmes (Women's empower-

ment center) à Souleimanye, raconte ainsi comment son organisation en a entrepris le recensement systématique. La raison ? Besma argue d'abord de l'impossibilité pour les jeunes femmes de pouvoir choisir leur voie universitaire dans un système d'attribution des places étudiantes très dirigiste. Puis, dans l'échange, un autre récit émerge, celui d'une société où les femmes sont coincées entre la tradition et la conscience montante qu'il existe "autre chose". Cri d'alarme, ces suicides signalent une société prise dans le changement.

Ateliers de sensibilisation, formation...

Les programmes locaux associatifs se multiplient, ateliers de sensibilisation sur les questions de santé ou de violence, renforcement des capacités professionnelles des femmes, formation des policiers à l'accueil des femmes victimes de violences domestiques, création de foyers pour ces dernières, campagnes médiatiques... Le travail énorme sur les droits des femmes par la société civile porte aujourd'hui ses fruits. Malgré la méfiance qu'il inspire, et le dénigrement fréquent de celles qui le portent, jusque dans les cercles familiaux élargis, le mot a percé ainsi dans le vocabulaire collectif. Il est devenu en outre un enjeu public, une victoire en soi, malgré les déceptions et les nuances.

Arrangement formel avec la tradition et progressisme

Un nouveau haut comité auprès du premier ministre du Kurdistan, dédié à la question de l'égalité, avec structures en cascade répercutées au niveau des ministères et des directions ministérielles, vient ainsi d'être mis en place. La nouvelle loi sur le Statut du Code personnel qui régit les relations familiales, promue au Kurdistan l'an dernier, au-delà de ses arrange-

ments formels avec la tradition, est explicitement progressiste. Le poids des bailleurs de fonds internationaux, qui imposent des critères de genre exigeants, et représentent de fait un important acteur économique local, ajoute enfin une contrainte généralement utile.

□

La société civile, clé de demain

Comme dans le cas du Kurdistan, où de nouvelles générations tentent davantage qu'hier de protester contre une opacité certaine du système politique bipartisan régional, les réponses politiques dans tout l'Irak sont conditionnées aujourd'hui par les possibilités de renforcement et d'organisation de la société civile. De nombreuses militantes d'associations féministes irakiennes tentent avec courage à la fois un travail social et de sensibilisation sur le terrain et un lobbying en direction des pouvoirs, dans des conditions difficiles voire dangereuses. Eventuellement proches de courants politiques irakiens (surtout les plus anciennes), elles travaillent en réseau ponctuel ou permanent entre elles et avec les autres secteurs actifs de la société civile, en lien aussi à la scène internationale dont elles sollicitent l'appui logistique et financier malgré les difficultés de partenariat effectif... Certes, au niveau institutionnel, le quota imposé de femmes au Parlement est passé récemment de 25 à 30%. Mais il semble encore largement un leurre dans un système politique ethnique et clanique tendu, fortement régulé en interne et marqué par la corruption, face aussi à la nouvelle Constitution nationale de 2005 qui donne une place politique inédite dans l'Irak contemporain à l'islam et aux responsables religieux. Du reste, le 8 mars, Journée internationale des femmes, s'est déroulé en Irak en l'absence de la ministre des Affaires féminines... Celle-ci avait publiquement jeté le torchon le 3 février dernier pour protester contre le désintérêt de l'Etat central face à la condition des femmes, et n'a pas été remplacée à ce jour.

"Le Kurdistan irakien" ou "Le Kurdistan du Sud"

La Région du Kurdistan est ainsi une entité autonome au sein de la République fédérale d'Irak depuis 1991 et la guerre du Golfe.

Elle dispose d'un poids politique fort au sein du pays grâce à l'alliance entre les partis kurdes historiques, en dépit des guerres fratricides passées entre le clan Barzani et le clan Talabani.

Le président d'Irak est ainsi aujourd'hui le chef politique kurde Jalal Talabani, tandis que la région est dominée à son sommet par le clan Barzani, avec répartition savante des postes entre les deux partis respectifs des deux clans, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, Talabani) et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Barzani).

Ces deux principaux partis kurdes recourent sans s'y résumer le clivage entre les deux groupes linguistiques kurdes sorani (PDK, autour d'Erbil) et kurmandji (UPK, autour de Souleymanye). La région se tient précautionneusement à part du reste de l'Irak, abîmée encore par le souvenir des horreurs commises par le régime de Saddam Hussein contre le peuple kurde.

Pour une synthèse fouillée et utile des développements politiques kurdes en Irak, lire en ligne "Le Kurdistan irakien" par Berevan Adlig, sur le site de la revue Hérodote (1^{er} tri. 2007) www.herodote.org.

Egalement : Résistances irakiennes, Contre l'occupation, l'islamisme et le capitalisme, coordonné par Nicolas Dessaux, ed. L'Echappée, 2006, comporte de nombreux témoignages historiques et personnels, notamment de femmes, tirés de la mouvance communiste révolutionnaire au Kurdistan.



Le Kurdistan (503 000 km² et environ 35 millions d'habitants) s'étend dans le sud-est de la Turquie, dans le nord-est de l'Irak, dans le nord-ouest de l'Iran et sur deux petites régions au nord-est et au nord-ouest de la Syrie. Le "Kurdistan du Sud" a 83 000 km² et environ 5 millions de kurdes.

Martiriak, Nietzsche-k ikusirik

Kalakari

"Martiriek zerbait frogatzen dutela kausa baten egiazkotasunari buruz, ez da batere egia.

Horregatik erakutsi nahi dauzuet neholako martirik ez duela sekula deus ikustekorik izan egia.

Martiriak bere segurtamena mundaari aurpegiratzeko moldean hain zintzotasun intelektual guti ageri da, hain ispiritu hertsia egiaren galderaren aitzinean, ez duela sekula balio kontrako argumenturik ematea.

Egia ez da jabegoan eduki daitekeen zerbait, norbaitek bai eta besteak ez (...).

Ispirituaren bideetan gehiago aitzinatatu, eta puntu honi buruzko xumetasuna handitzen doa, eta pretentzio eza ere bai: hiruzpalau eremutan konpetente izan, gaineratekoan ezjakintasuna aitortu (...).

Martiriak kalte handia izan dira historian: seduzitu zuten.

Kausa baten alde norbait heriotza onartzeko prest izateagatik, kausa horrek zeozer balio duela ondorioztatzea (...) - logika hori gaitzeko traba izan da azterketaren kontra, ispiritu kritikoaren kontra, zuhurtzia intelektualaren kontra. Martiriek egia kalte egin diote.

Gaur egun oraino, interesik gabeko sekta bati fama ona emateko, aski da persekuzio anker bat.

Nola?

Kausa baten alde bizia emateak zerbait aldatzen ote du kausa horren balioan? (...)

Preseski, hauxe izan da pertsekuzio egile guzien betiko ergelkeri historikoa, aurkako kausari duintasunaren itxura eman baitzieten."

Nietzsche (Antikristoa) Kalakarik itzulia.

□

KARINE GANTIN

Irak in translation

**Ou l'enlissement linguistique hallucinant
de l'armée américaine en Irak**

France - octobre 2008 - Editions Jacob-Duvernet - de Mathieu Guidère - 188 pp - 19,90 €.

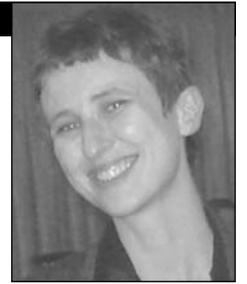
Quand les soldats américains entreprennent de communiquer avec les Irakiens dont ils occupent le pays, cela ressemble à un délire des Monty Python plus encore qu'à une fable politique... : ils balbutient leurs mots appris en arabe dialectal irakiens, hélas incompréhensibles pour les autochtones, utilisent des machines de traduction automatique ou des livres d'images qui font d'eux la risée locale, ou encore se couvrent derrière leurs interprètes promus soudain tout à la fois éclaireurs, espions, chargés d'affaires, tortionnaires et décideurs militaires sur un terrain d'opération où tout est passé sens dessus-dessous. La faute à la langue...

De l'art de la communication à l'incommunicabilité

Par-delà les fous rires et les cris d'effroi alternés, le constat dressé par Mathieu Guidère donne à désespérer : une incompétence systémique de l'Amérique dans son assaut du monde, une arrogance américaine aussi destructrice des peuples qu'un char d'assaut. L'ouvrage, qui se laisse dévorer, offre en outre un regard sur les technologies et stratégies militaires nouvelles en matière de traduction et de communication, sur le perfectionnement des doubles circuits militaires/privés de privatisation de la guerre, sur le rôle de seconde zone enfin attribué aux citoyens américains d'origine arabe recrutés à la va-vite dans les fast-food et parmi les chauffeurs de taxi pour servir d'interprète... Ou quand l'art de la communication promue par le Pentagone aboutit à l'incommunicabilité et au chaos les plus complets.

Incurie de l'armée américaine

L'auteur, professeur à l'université de Genève, est ancien directeur de recherche à l'École spéciale Militaire de Saint-Cyr. Il multiplie savamment les anecdotes et connaît son sujet. Il ne déteste visiblement pas au passage taper sur



l'incurie de l'armée américaine, comme pour vanter en filigrane l'approche plus "empathique" d'autres armées, à "l'orientalisme" (un peu) mieux rôdé. Auteur de plusieurs ouvrages dont Le Manuel de recrutement d'Al-Qaida (Seuil, 2006), il livre ici un livre précieux, qu'il complète encore d'autres récits passionnants : notamment celui de quelques manipulations de traduction majeures qui ont joué un rôle dans la guerre d'Irak.

Déclaration d'amour aux interprètes

Ce livre, enfin, peut être lu comme une déclaration d'amour aux interprètes. Parmi témoignages et analyses, Mathieu Guidère ose quelques envolées sentimentales intelligentes et discrètes dont on lui sait gré : les interprètes de la guerre d'Irak, particulièrement les Irakiens enrôlés, apparaissent au sortir de ce livre comme des personnes improbables, passeurs de mondes au final inconciliables entre eux, et surtout comme des victimes expiatoires, héros d'autant plus

tragiques qu'ils sont les observateurs les plus aiguisés de réalités humaines et politiques complexes que le reste du monde peine seulement à discerner.

Sans accès à un monde démocratique et de paix

Assassinés par les leurs, sous-payés par les Américains, jetés au final sans la récompense parfois secrètement espérée d'un accès enfin à un monde démocratique et de paix, ici même chez eux dans une Irak de fraternité, ou bien encore plus au loin dans un Occident fantasmé, si désespérant pourtant lorsqu'il est regardé trop longtemps depuis Bagdad, Mossoul ou Bassora.

□



LKP ou l'Alliance contre les profiteurs

Depuis le 16 décembre 2009, la Guadeloupe s'est engagée dans un vaste mouvement populaire qui a débouché à partir du 20 janvier sur 44 jours de grève générale totale.

Dans toutes les entreprises, des dizaines de milliers de salariés se sont mobilisés.

Dans les villes, dans les campagnes, dans les quartiers, toutes les couches de la population (jeunes, femmes, ouvriers, retraités, chômeurs, employeurs de Guadeloupe...) étaient partie prenante de cette extraordinaire mobilisation.

Le LKP (Collectif d'organisations syndicales, associatives, politiques & culturelles de Guadeloupe) a fait prendre conscience de toutes les pwofitasyon ainsi mises à nue et suscité un immense espoir des travailleurs et du peuple de Guadeloupe.

Cette mobilisation a permis d'obtenir notamment : une hausse des salaires de 200€ dans les entreprises signataires de l'accord ; une baisse du prix de l'essence, de l'eau, des transports, des tarifs bancaires ; un gel des loyers...

Après la signature du protocole d'accord dans la nuit du mercredi de la semaine dernière, et une minute de silence, chaque membre du LKP s'est adressé brièvement aux dizaines de milliers de manifestants présents à l'entrée

des services du port autonome de Pointe à Pitre. Voici quelques extraits :



AFOC (Association F.O. des Consommateurs) : Richard PROMENEUR

"...Camarades, consommateurs, je ne serai pas long. Mais ce que je veux vous dire c'est que LKP c'est vous ! Et je vous en remercie. Nous, nous sommes simplement un outil, un instrument : nous sommes là pour mettre en oeuvre le travail que vous nous demandez d'effectuer. Nous sommes là pour vous apporter des réponses. Mais LKP c'est vous tous, c'est de vous que nous tirons notre force, c'est bien vous qui nous indiquez la voie à suivre. Merci de votre présence, merci pour votre courage et merci aussi pour votre engagement !..."

AGPIHM (Association pour les handicapés)

"...Messieurs et dames, nous sommes heureux ; et vous tous qui êtes là, présents, l'êtes également. Nous sommes le coeur et vous êtes le sang. Sans votre présence, notre coeur ne battrait point pour nous permettre de travailler et d'arriver là où nous sommes..."

AKIYO (Mouvman kiltirel) : Patrice TACITA

"...Je finirai plutôt par la phrase d'un grand philosophe français qui nous enseignait que «la marque du pouvoir et de l'autorité c'est la retenue» Et la grande leçon que nous nous sommes donné et que nous avons transmis au peuple de Guadeloupe, c'est notre sagesse. Notre sagesse et non notre puissance. Nous pouvions tout balayer et tout renverser sur notre passage. Et grâce à notre sagesse, nous nous sommes offerts et avons fait don au monde entier d'une leçon de pacifisme..."

CGTG : Tony GRAVA

"...Nous avons une pensée pour toutes celles et ceux qui ont reçu des lettres de relance [de leur employeur] et qui ont tenu bon. Qui ont toujours été présents et nous ont constamment soutenu ! Merci peuple de Guadeloupe ! Nous avons aussi une pensée pour celles et ceux qui rencontrent des difficultés financières : salaires non versés, agios, toutes sortes de frais bancaires... Eh bien ; ils sont encore là camarades ! Ils ont tenu bon ! Bravo pour eux, camarades ! "Ce n'est pas parce que le repas est au feu que l'on a déjà diné."... Nous considérons donc que malgré la signature de ce protocole, c'est tous les jours qu'il nous faudra veiller mettre notre repas au feu et à bien nous nourrir..."

L'Agenda de la Fondation

LES PUBLICATIONS DE LA FONDATION
MANU ROBLES-ARANGIZ

"Euskalgintza sindikalgitzan txertatu V"

Juan Carlos Etxegoien, Xamar - «Euskara, euskaldunak, Euskal Herria»

Xamar hizkuntzalari eta irakasleak bere hitzaldian euskararen inguruko hainbat mito nabarmen uzten du, gure hizkuntzaren aldeko eta aurkakoei erabiltzen dituztenak, baina gauza bat argi utzi nahian: Herria hizkuntzak definitzen du, eta gurea "euskararen herria" izan da betidanik.

Xabier Itçaina - «Hiritartasuna, gizarte zibila eta mobilizazio kolektiboak Ipar Euskal Herrian»

Zientzia politikoetan lizentziaduna, Xabier Itçaina lapurtarrak Iparaldeko azterketa soziologiko bat

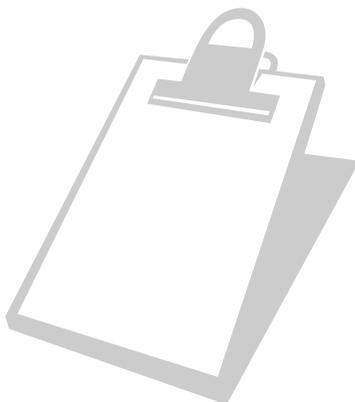
azaldu zuen, politikan eta gizartean bereizi izan dituen hiritar tipo desberdinez.

Jon Maia - «Ni bi munduetakoa naiz»

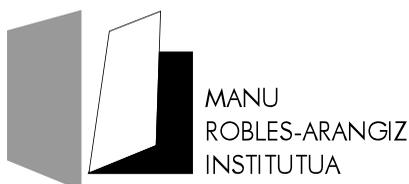
Jon Maia euskal Filologian lizentziaduna da eta Euskal Herriko bertsolari txapelketako finalera hiru bider iritsi da. Hemen jasotako hitzaldian 'Riomundo' bere liburuz ari da, Gerra Zibilean galtzaile gertatu eta Euskal Herrira lanera etorritako hainbat erbesterratu gogoratu eta aintzat hartu nahian.



PDF formatuan eskuratzeko :
www.mrafundazioa.org/dokumentazio-zentrua/dokumentuak



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
ipar@mrafundazioa.org
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



fragilisées

plus diplômées, les femmes sont fragilisées, savent cette infériorisation sociale. Comme en Finlande. Bref, changer de culture...

doivent être particulièrement préservés, car plus que jamais, en période de crise, il faut aider la population à passer des caps difficiles et garantir une qualité d'enseignement et de soin qui garantisse l'avenir. Il n'est pas acceptable que le gouvernement poursuive son action de suppression de postes.

Parallèlement, un soutien particulier doit être apporté aux plus pauvres (aides économique et à l'insertion).

de d'une politique de service public d'aide généralisée à la petite enfance et aux personnes âgées. Une politique de communication permanente aussi bien dans les médias que sur les lieux de travail devra être développée.

3) Mettre à plat toutes politiques sociales et fiscales concernant l'aide aux familles et aux femmes (allocation parentale d'éducation, retraites, statut des femmes de commerçants, d'artisans et de paysans, ...) et mesurer leurs effets pour vérifier leur efficacité et s'assurer qu'elles permettent de favoriser l'égalité entre hommes et femmes.

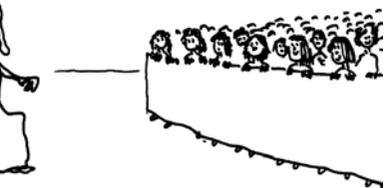
4) Aider fiscalement les entreprises mettant en place une politique d'amélioration de la représentation des femmes à tous les niveaux hiérarchiques, démontrée par des résultats mesurables.

5) Revaloriser financièrement les métiers de l'enseignement ou de soignants.

6) Inciter les hommes à investir les domaines d'activité traditionnellement féminins.

Isabel Charritton

ES !
DITENT !



D'ores et déjà des actions doivent être menées pour inciter les filles et les femmes à se former aux nouveaux métiers de l'éco-construction et des énergies renouvelables.

A moyen-long terme, il est indispensable d'agir à plusieurs niveaux. On peut de manière non exhaustive proposer diverses actions:

1) Transformer l'école pour qu'elle devienne un agent de l'égalité entre hommes et femmes. Comme le souligne la sociologue Isabelle Collet, l'école transmet, essentiellement de manière inconsciente, des schémas sexistes. Il y a donc un travail de prise de conscience à mener auprès des enseignants et personnels éducatifs, mais également des familles. L'éducation à l'égalité entre les sexes doit amener les élèves à réfléchir sur le sujet, mais doit également s'appuyer sur des actions concrètes. On pourrait par exemple, comme cela se pratique en Finlande, généraliser les cours de cuisine et d'atelier, pour que garçons et filles se sentent autant concernés par un type d'activité que par l'autre. On pourrait à partir de là s'attacher à faire découvrir une diversité de métiers à tous les élèves.

2) Partager équitablement le travail domestique et parental. Ceci découlera en partie du travail réalisé par l'école avec les élèves et les parents, ainsi

Avant et après les élections

Arrestations, attentats, répression... tout continue



■ **Arrestations et torture.** Arrêté le 1^{er} mars à Billabona, Manex Castro, accusé dans l'explosion du siège PSOE à Lazkao, a été présenté le 5 à un juge de l'Audiencia nacional. Il a déclaré avoir été torturé par la ertzaintza pendant sa garde à vue. Deux autres arrestations se sont produites postérieurement, la première liée à cette affaire, la seconde à l'assassinat d'Inaxio Uria.

L'Ordonnance du juge d'Instruction de Saint-Sébastien en date du 27 février met en cause quinze gardes civils, accusés de violences et tortures à l'encontre de deux militants. Igor Portu et Mattin Sagasola avaient été arrêtés en janvier à Mondragon-Arrasate. Un témoin avait remarqué qu'ils n'avaient opposé aucune résistance. La garde civile affirmait le contraire, justifiant ainsi sa violence.

■ **Chers, les cocktails.** Le jeune Hodei Ijurko, arrêté le 9 mars 2008, et accusé d'avoir lancé des cocktails Molotov contre une voiture de patrouille de la police forale de Navarre, a

été condamné le 5 mars par l'Audiencia nacional à seize ans de prison.

■ **Ça s'appelle démocratie.** Dans la série des interdictions, l'Espagne se distingue. Après les journaux, les partis et les candidatures aux élections, voici celles des hommages. Suivant celui de «Tigre», ce sont maintenant ceux prévus le 2 mars à Olatzaguria en l'honneur de deux militants assassinés côté français par le GAL. Bixente Perurena «Peru» et Angel Gurmindio «Stein» avaient été abattus par le groupe terroriste espagnol en 1984. C'est le juge Ismaël Moreno, de l'Audiencia nacional, qui a ordonné l'interdiction de ces commémorations populaires.

■ **Mort en détention.** L'association de soutien aux prisonniers Saluaketa a appris le 6 mars la mort dans la prison de Basauri d'un Bilbotar de 44 ans. Les parents n'ont eu aucune explication et encore moins de condoléances. Officiellement ce sont des «causes naturelles» qui ont provoqué ce décès survenu le 19 février.

Communauté autonome d'Euskadi

29 ans d'élections

	1980	1984	1986	1990	1994	1998	2001	2005	2009
Votes nuls	9 206	6 247	6 737	5 163	6 184	6 802	6 219	4 035	100 924
Votes blancs	3 570	5 029	5 003	7 580	18 080	17 641	11 508	9 001	11 740
EAJ PNB			271 208	289 701	304 346	350 322	604 222	468 117	396 557
Eusko elkartasuna	349 102	451 178	181 175	115 703	105 135	108 635			37 820
Herri Batasuna	151 636	157 389	199 900	186 410	166 147	inédite	inédite	inédite	inédite
Euskal Herriarrok						224 001	143 139	inédite	inédite
EHAK								150 644	inédite
Aralar								28 180	62 214
Ezker Batua - Berdeak	36 845	14 985	5 675	14 440	93 291	71 064	78 862	65 023	36 134
Izquierda Unida - Los verdes									
Euskadiko ezkerria	89 953	85 671	124 423	79 105					
PSE-PSOE	130 221	247 786	252 233	202 736	174 682	220 052	253 195	274 546	315 893
UPD									22 002
Partido popular (Alianza popular)	43 751	100 581	55 606	83 719					
Unión del centro democrático	78 095		40 445	6 680	146 960	251 743	326 933	210 614	144 944
Union Alavesa				14 351	27 797	15 738		4 117	
Divers	36 672	16 438	13 367	23 874	1 462	9 010	7 918	4 049	12 991
Exprimés	916 275	1 074 028	1 144 032	1 016 719	1 019 820	1 250 565	1 414 269	1 205 290	1 028 555
Votants	929 051	1 085 304	1 155 772	1 029 462	1 044 084	1 275 008	1 431 996	1 218 326	1 141 219
Abstention	625 476	499 236	504 371	658 474	705 166	546 600	381 360	581 174	634 833
Inscrits	1 554 527	1 584 540	1 660 143	1 687 936	1 749 250	1 821 608	1 813 356	1 799 500	1 776 052
	1980	1984	1986	1990	1994	1998	2001	2005	2009

Elections européennes

Abertzaleen Batasuna vient de tenir une Assemblée générale extraordinaire exclusivement consacrée à son positionnement aux élections européennes de juin. Plusieurs options étaient soumises à la réflexion, puis au vote des adhérents:

1) Participation à la liste organisée par Batasuna.
2) Participation à la liste «Europe écologie» dans la continuité de celle conduite en 2005 par Gérard Onesta qu'avait intégré, à la troisième place, Gorka Torre.

3) Aucune présence dans un scrutin pour un pouvoir éloigné et dans une circonscription grand Sud-Ouest «noyant» le Pays Basque.

A une quasi unanimité, c'est la solution «Europe écologie» qui a été retenue après que le Secrétariat ait informé l'assemblée des multiples contacts déjà engagés avec José Bové et surtout au regard du bilan positif de l'expérience Onesta. Ande Sainte Marie, porte-parole d'AB, s'en fait, ici, l'écho.

d'abord pris le temps de répondre à une première interrogation: AB doit-il «à tout prix» être présent de diverses manières à cette échéance européenne de juin. A la quasi-unanimité, nous avons décidé que le message politique d'AB, le message abertzale et progressiste d'iparralde ne pouvait être absent lors de ce rendez-vous européen. En effet l'importance du cadre européen, l'importance d'institutions européennes, pour nous abertzale ne peut que sauter aux yeux. Nous ambitionnons un dépassement des cadres étatiques existants, français et espagnols, l'ambition européenne est donc bien pour nous dans la logique des choses. Malgré certaines résistances étatiques et certaines peurs souvent compréhensibles, il nous paraît évident que la notion d'Europe et l'Europe en tant qu'entité politique a de plus en plus d'importance pour la population. Notre quotidien en est d'ailleurs conditionné. Ceci est encore plus vrai dans la période de crise économique grave que nous traversons: il est évident que les solutions à celle-ci ne pourront pas seulement être activées par les Etats, mais bien, entre autres, par l'échelon européen, si ce n'est mondial...



Ande Sainte-Marie

Enbata: Pourquoi un soutien et une participation à la liste «Europe Ecologie» conduite par José Bové?

Ande Sainte-Marie: Ce choix découle d'abord d'une logique politique. Nous

avons fait un bilan globalement positif de la mandature Gérard Onesta. Nous avons assumé ce choix et à l'heure du bilan, nous pouvons dire que l'implication d'Onesta en faveur de la problè-

«Quest», le choix d'une alliance large s'est imposé très logiquement. Dans le droit fil de l'ère Onesta, AB soutiendra donc et fera campagne en faveur de la candidature «Europe Ecologie» con-



Conférence de presse d'AB.

De g. à dr.: Gexan Alfaro, Ande Sainte-Marie, Mertxe Colina, Mikel Ithurbe et Jean-Marc Abadie

matique basque, son implication réelle en faveur de nos revendications de base ne s'est jamais démentie.

Tout le monde a en mémoire les dénonciations vigoureuses faites en séances publiques, ou au sein du bureau du parlement européen quant aux diverses mesures d'illégalisations (Segi, Askatasuna, Batasuna, EHAK...). Souvenons-nous aussi du 25 octobre 2007. Ce jour-là, le Parlement européen, en séance publique, débattait et votait majoritairement en faveur d'un processus de résolution négocié en Pays Basque. Le Pays Basque et la question basque furent au centre des débats de la principale institution politique européenne. Tout cela ne s'est pas fait par l'opération de saint-esprit (!), derrière tout ça, il y a eu tout simplement la volonté et l'ardeur politique aussi tenace et discrète du vice-président du Parlement, Gérard Onesta. Il a été le porte-parole efficace de l'abertzalisme, à chaque fois que cela lui a été demandé et possible.

Tout cela pour dire qu'il apparaît évident à AB, que vu le contexte et le cadre relatif à ces élections de juin, au regard de la circonscription «grand Sud

duite cette fois-ci par José Bové. Une candidate AB devrait aussi être présente dans les cinq premiers de cette liste. Le fait qu'Europe Ecologie soit une plateforme de secteurs différents et que Bové soit un référent en Euskal Herri a aussi pesé dans notre choix. En terme d'agriculture alternative et raisonnée, de lutte contre les OGM, dénonciation de la PAC, en faveur d'un Europe des peuples, du droit inaliénable à l'autodétermination d'Euskal Herri, de l'officialisation de l'euskara etc., José Bové portera les revendications non pas simplement d'AB, mais bien de l'ensemble du mouvement abertzale. Nous travaillons déjà avec lui à l'élaboration de ce programme de mandature.

Le vote Bové sera donc à 100 % un vote abertzale. Un vote concret avec, à terme, la véritable possibilité, et à notre avis la seule, d'avoir un élu au bout. Le vote Bové sera la combinaison nécessaire entre nos revendications basiques abertzale, le regard européen et l'implication quotidienne d'un député européen. José Bové en cela ne nous décevra pas, nous pouvons en être certain.

ENBATA: Abertzaleen Batasuna a-t-il pris conscience de l'importance des élections européennes?

Ande Sainte-Marie: L'AG d'AB a

(Bigarren orrialdean segida)

bazuen 2004ean. Bilan hori egin eta, nola ez ulertu berriz egin izan den hautua: Europe-Ecologie zerrendan parte hartzea. Berdeak, Greenpeace bezalako elkarte mugimenduak, sozial mugimenduak, altermundialistak, OGM aurkakoak eta Région et Peuple Solidaire osatzen dute Europe-Ecologie mugimendua. Gure eskualdean Jose Bové izanen da zerrenda-buru eta postu bat lehen lerroetan Iparraldeko abertzale batentzat. Duda izpirik ez Abertzaleen Batasuneko militanteentzat: Bové eta Europe-Ecologierekin lotuz, Euskal Herriko bozak segituko du entzuna izaiten Europa mailan. Eztabaidan laster agertu da aurkeztea beharrezkoa zela.

Europar hauteskundeak

Euskal Herria Bairen esperientzia nahi izan balitz luzatu, kantonamenduko indarra baliatuz, Batasunak jakinarazia zuen bere aldetik ez zuela holakorik nahi: koalizio baten aukera baztertu dute, Herritarren Zerrenda berriz piztekotan direlako... aktualitatearen gorabeherek ez dezaten zerrendaren kanpaina traba... Ekainaren zazpian berriz erakusten ahalko dugu Iparraldeko abertzaleen idekidura beste borroka sektoreri, baita ere gure gogoia euskal gatazka Euskal Herriatik ateratzea hobekiago lortzeko beharrezko aterabide bat izaiten ahal dela. Europe Ecologie bozkatzea da abertzale bozkatzea!

Les missions de l'Office public euskara

Voici trois ans que l'Office public de la langue basque met en place une politique linguistique en Iparralde. Son budget de deux millions d'euros est financé à 30% par l'Etat, 30% par le Conseil régional, 30% par le Conseil général, 9% par le Syndicat intercommunal de soutien à la culture basque et 1% par le Conseil des élus. Sous la présidence de Max Brisson, conseiller général, une équipe professionnelle de neuf personnes mène une action multiforme en direction de l'enseignement (public, privé et ikastola), des médias, de la petite enfance, participe aux enquêtes socio-linguistiques, anime un réseau de techniciens euskara dans les mairies, vient de confier à Beñat Oyarçabal la rédaction d'un dictionnaire français-basque... L'Office finance de nombreux projets en rapport direct avec l'euskara, pour plus d'un million d'euro en partenariat avec le gouvernement basque de Gasteiz. Il vient de confier à l'Université le soin de délivrer désormais la certification des compétences linguistiques et a reçu, ce lundi, la direction nationale des Caisses d'allocations familiales pour le financement de la petite enfance.

Enbata a demandé à Estebe Eyherabide, directeur de l'Office public, d'en faire le point.

Estebe Eyherabide possède une maîtrise d'aménagement du territoire. Il a été animateur socio-économique et neuf ans directeur de Seaska. Après un passage dans l'administration départementale il a pris, fin 2008, la succession de Jean-Claude Iriart, à la direction de l'Office public de la langue basque.

ENBATA: Mardi dernier, 3 mars, dans les locaux universitaires de Bayonne, l'Office public de la langue basque a réuni les Présidents des Universités de Bordeaux 3 et de Pau et des Pays de l'Adour pour organiser le relais entre la certification des connaissances de l'euskara par Euskaltzaindia et l'Université française. Pourriez-vous en donner le sens?

Estebe Eyherabide: Jusqu'à présent, c'est en effet Euskaltzaindia, l'Académie de la langue basque, qui organisait l'examen de certification de compétences linguistiques homologuée avec EGA dans la Communauté autonome basque.

Pendant de nombreuses années, Euskaltzaindia a donné aux bascophones la possibilité d'obtenir un diplôme certifiant leur niveau de compétences linguistiques en basque. Euskaltzaindia a, en quelque sorte, pallier un manque des autorités publiques. Nous les en remercions.

Aujourd'hui, l'OPLB en partenariat avec les Universités de Bordeaux et de Pau et des Pays de l'Adour prend le relais. La mise en place d'un tel dispositif de certification est un outil stratégique pour la politique linguistique menée en faveur de la langue basque. Cet outil est nécessaire:

- Pour les entreprises, l'Education nationale, les collectivités locales ou les employeurs en général qui proposent de plus en plus des offres d'emploi dans lesquels l'usage de la langue basque est demandé.

- Pour les 100 à 200 candidats qui, chaque année, cherchent à obtenir un certificat qui atteste de leur compétence linguistique en langue basque.

Ce dispositif sera donc mis en place par le Département interuniversitaire d'Etudes Basques co-habilité par les Universités de Bordeaux 3 et de l'UP-PA. Nous les en remercions aussi.

Pour les futurs candidats, nous publierons dans les prochains jours les modalités d'inscription à l'examen.

Enb.: Le Président de l'Office, Max



A l'IUT de Bayonne, signant la Convention les deux présidents d'université de Pau et de Bordeaux 3 entourant Max Brisson.

Derrière de g. à dr.: M. Labayle, Xarles Videgain, Aurelia Arkotxa, Beñat Oyarçabal et Estebe Eyherabide

Brisson, a demandé à l'Etat de mettre en œuvre une mission d'inspection pour évaluer l'action de l'OPLB. Qu'en est-il?

E. E.: En effet, Max Brisson, Président de l'Office public de la langue basque, a adressé un courrier en octobre dernier à Monsieur le Sous-préfet de Bayonne, pour demander aux autorités de l'Etat la mise en place d'une mission d'évaluation de l'action de l'OPLB. Cette demande s'inscrit dans le processus de négociation qui va s'engager à l'automne prochain entre les partenaires de l'OPLB —l'Etat, la région, le département, le Syndicat intercommunal de soutien à la culture basque et le Conseil des élus du Pays Basque— pour le renouvellement de l'OPLB à partir d'août 2010 (1).

Lors de notre dernier conseil d'administration, en février, Monsieur Eric Morvan Sous-préfet de Bayonne, nous a indi-

qué que l'Etat déléguerait une mission d'inspection avec trois Inspecteurs généraux, culture, Education nationale, administrations. Nous devrions avoir une première rencontre avec ces trois

me Sylvie Le Cheuiller de la Direction nationale de la Caisse d'allocations familiales.

Cette visite entre dans le cadre d'un projet de conventionnement entre la CAF, le Conseil général et l'OPLB relatif à la structuration d'une offre de service d'accueil collectif de la petite enfance en langue basque. Il s'agit, à partir des pratiques existantes et en concertation avec les institutions publiques compétentes en matière d'accueil collectif de la petite enfance de «modéliser» les différentes pratiques linguistiques qui seront définies par des cahiers des charges et des labels.

Dans la journée nous avons visité la crèche Ohakoa à Biarritz qui pratique un modèle immersif en langue basque et la crèche Xitoak à St Pierre d'Irube qui est un modèle bilingue basque-français.

Dans les prochains jours, nous devrions être en mesure de signer une convention avec la CAF de Bayonne et le Conseil général, une convention de partenariat qui alliera politique publique Petite enfance et politique publique linguistique.

Pour l'OPLB, il s'agit de donner à la langue basque un traitement de qualité dans l'accueil de l'enfant, de rendre lisible les offres de service pour que les parents fassent leur choix en connaissance de cause.

Tous les participants à notre réunion ont conscience que nous devrions répondre ensemble à une forte demande:

- des parents. Aujourd'hui, près de 40% des enfants sont scolarisés en cursus bilingue en maternelle.

- des collectivités qui souhaitent offrir des services d'accueil bascophones en complément des accueils francophones existant déjà.

(1) L'OPLB a été créé sous forme de groupement d'intérêt public pour une durée de 6 ans en août 2004.



Le mille-feuille

LA métaphore du «mille-feuille» fait florès en France puisque tombée de la parole présidentielle. A l'image du gâteau fait de pâte feuilletée garni de crème pâtissière, les différentes couches de la fameuse pâte feuilletée s'étagent depuis la commune, la communauté de communes, le département, la région, sans oublier les communautés urbaines ou encore les métropoles que la Commission Balladur veut créer — onze au total en France— et enfin le «Grand Paris», fleuron de la France éternelle.

C'est le trop-plein. Depuis bientôt trente ans et l'arrivée des socialistes au pouvoir en 1981, on ne cesse de créer de nouvelles couches dans la pâte feuilletée: avec la décentralisation on a donné davantage de pouvoirs à la région ainsi qu'au département, on a créé les pays, les communautés de communes et les communautés urbaines. En fait, on réalise un rassemblement communal, une mise en commun urbaine, un groupement avec le pays comme par exemple le «Pays-Basque» doté d'un Conseil de développement et d'un Conseil des élus baignant dans la prospective, la réflexion permanente de la société civile, en bref la véritable démocratie participative, étage récent que la Commission Balladur a l'intention de faire disparaître. Alors que le rapport vient d'être remis au Président de la République qui a, aussitôt, déclaré qu'il fallait prendre son temps avant de décider, il semblerait que l'idée centrale du projet est d'aller toujours

Jean Haritschelhar

vers le plus grand: communautés de communes, communautés urbaines, osmose entre département et région, regroupement des régions, métropoles et, pour couronner le tout, le grand Paris. On va vers une urbanisation, certes déjà commencée, mais nettement accentuée, pour paraît-il, se

«Le désert gagne la France rurale. Tout fout le camp sauf la mairie. L'idée centrale du projet est d'aller toujours vers le plus grand.»

mettre à l'heure de l'Europe. De même que l'argent est roi, la quantité est reine. Un exemple, l'Aquitaine ne serait pas suffisamment grande avec ses 3.000.000 d'habitants, mais la Communauté autonome basque qui n'en a que 2.000.000 représente bien plus en production et en vitalité au grand dam des Jacobins invétérés qui ne comprendront jamais la valeur de l'adjectif «autonome». C'est bien de décentralisation dont nous avons besoin en France. Le triomphe de la quantité se situe dans les plus

de 36.000 communes maillant le territoire national. Elisabeth Guigou la qualifié de «spécificité française» et il n'est pas question de les supprimer. De même, Dominique Bussereau est favorable au maintien des 36.000 communes qui sont les entités de solidarité de base. Il semblerait que le consensus s'établisse autour du slogan «Touche pas à ma commune».

L'entité de solidarité de base, ainsi joliment baptisée, est représentée dans les Pyrénées-Atlantiques pour 189 communes de moins de 200 habitants, 46 d'entre elles (10 en Pays Basque) ayant moins de 100 habitants, le record étant détenu par Pouliacq avec ses 36 habitants. C'est cela la France rurale, en train de se désertifier sous les yeux indifférents de nos dirigeants.

L'école a disparu depuis longtemps, la poste n'existe plus, les commerces ferment y compris les bistrotts, les cliniques s'éloignent de plus en plus et, bientôt, le médecin généraliste ayant pris sa retraite ne sera pas remplacé, et l'église, devenue bâtiment communal depuis 1905, reçoit de temps en temps la visite du prêtre pour y célébrer la messe mensuelle sinon trimestrielle.

Le désert gagne la France rurale. Tout fout le camp sauf la mairie, cette maison commune soutenue par l'ensemble de nos élus et le maire, ceint de l'écharpe tricolore, pourra dire haut et fort: «Et s'il n'en reste qu'un je serai celui-là». (Applaudissements consensuels).

Sur votre agenda

Martxo:

✓ **Korrika culturelle.**

Jeudi 12, 20h30, ITSASU (Salle Sanoki) Projection du documentaire «*Bidaia intimoak*» de Jon Maia en basque sous-titré en français. Entrée libre.

Vendredi 13, 20h, UZTARITZE (Salle Latsa). Concert du Quatuor de contrebasses de l'Orchestre de Pau et Chorale «*Lau Haizetara*». Entrée 7 €.

Samedi 14, DONIBANE LOHITZUN. Fête «*Euskara Bai*»: le matin: dans les rues et à la place Louis XIV, défilé et tamborrada, conférence sur la langue basque, rencontre de bertsolari, exposition de dessins, etc. **Le midi et l'après-midi:** à l'école Ste Marie, repas, présentation des associations, tournoi de mus, sports populaires, vente de vêtements de la Korrika... **A partir de 20h:** au gaztetxe, pintxo et concerts avec Pog Mo Thon et Imanol eta Karakolak.

Samedi 14, à partir de 19h, DONIBANE GARAZI. Présentation et vente des vêtements de la Korrika: défilé de mode. A 21h (au Cinéma Vauban), «*Nomadak TX zuzenean*» film - concert avec Harkaitz Martinez, Igor Otxoa, Iñigo Egia, Mitxel Ducau... de 5 à 13 euros, organisé par Garazikus, Irulegiko irratia et AEK.

BAIONA (bar Kalostrape d'AEK). «*Re-*

pas Bertso» avec Ekhi Erramundegi et Patxi Iriart. 15 €, réservation à la gau eskola de Bayonne: 05 59 59 50 99 et au bar Kalostrape: 05 59 52 94 70.

MAULE, 20h (bar Zinka). Projection du documentaire «*Voyages intimes*» et concerts.

✓ **Vendredi 13, 18h, BAIONA** (Elkar) Conférence: «*Danseurs, Maîtres et Mascarades d'antan*» par Jean-Michel Bedaxagar, Jon Iruretagoyena et Claude Iruretagoyena.

✓ **Samedi 14, 10h, ITSASU** (Place, salle Sanoki). Présentation de l'association Pinpulka et du tout nouveau projet autour des arts de la rue!

■ **CDDHPB.** L'Assemblée générale annuelle du Comité de défense des droits de l'homme en Pays Basque se tiendra le mardi 17 mars à 18h30 à la MVC du Polo-Beyris à Bayonne. Les invités de la soirée sont les Démonos qui nous parleront de leurs actions de non-violence active. Adhérents, amis, sympathisants y sont aimablement invités.

A lire

LES Bohémiens, membres du peuple tsigane parti de l'Inde au X^{ème} siècle, sont apparus en Europe quatre siècles plus tard. Nombre d'entre eux se sont sédentarisés, notamment ici au Pays Basque. Ici comme ailleurs, ils ont subi une longue période de répression, au point pour certains de ne plus vouloir dire appartenir à leur peuple, pour mieux «s'intégrer».

Ici comme ailleurs, beaucoup de leurs descendants ignorent que leurs ancêtres étaient Tsiganes. Ici comme ailleurs, on les trouve représentés dans les mascarades ou autres manifestations carnavalesques.

Ici comme ailleurs, ils ont très certainement laissé des traces de leur culture, de leurs danses, de leurs musiques... Mais ici comme ailleurs, on oublie de raconter leur histoire, et de dire qu'ils sont là depuis longtemps.

L'auteur

Nicole Lougarot, animatrice née en 1963, habite dans son village natal de Gotein-Libarrenx, en Soule. Impli-

quée dans plusieurs associations et à la création de spectacles (Mustraka, Matalaz, Oiherkoren trajeria, Anderegatik, Ana non), rien ne la prédestinait à écrire ce livre sur l'histoire des Bohémiens du Pays Basque. C'est il y a trois ans, en cherchant une fanfare tzigane pour le festival Xiru, qu'elle a entendu parler pour la première fois de la rafle de quatre cent soixante-quinze Bohémiens en 1802 dans les arrondissements de Mauléon et Bayonne.

Achat en ligne: www.gatuzain.com Catalogue complet de la maison d'édition sur le même site.



Sommaire

Cahier n°1 Enbata

- Crise: les femmes fragilisées 4 et 9
 - Les missions de l'Office public euskara 11
- Cahier n°2 «Alda» quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 60€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190. Mail: enbata@wanadoo.fr